

Etudiant : Guillaume Nicaise

Diplôme : Master 2 Sciences Politiques Parcours Professionnel Intelligence
Economique

Date : 11/05/2011

Séminaire de politique et marchés internationaux de l'énergie

Introduction	p.2
1) les intérêts économiques Turcs liés à l'énergie	p.3
1.1 La géographie du pétrole en Turquie	p.3
1.2 Le Réseau gazier Turc	p.4
1.3 Les besoins électriques de la Turquie	p.5
2) la géopolitique de l'énergie	p.6
2.1 La politique énergétique Turquie	p.6
2.2 L'influence Russe sur le marché énergétique Turc	p.7
2.3 La sécurité énergétique Européenne	p.8
3) Les risques qui menacent la position géostratégique de la Turquie	P.10
3.1 Le gazoduc Nabucco : un projet laborieux	p.10
3.2 Le marché du gaz iranien	p.11
3.3 Les hydrocarbures Irakien	p.12
Conclusions	p.13
Annexe 1	p.15
Annexe 2	p.15
Annexe 3	p.16

Introduction

Le transit gazier a rapporté à l'Ukraine environ 2 milliards de dollars entre 2002 et 2005;ⁱ en Géorgie, le transport et la logistique ont représenté 10,8% du PIB en 2007.ⁱⁱ Par sa position géographique, en marge de l'Europe et de l'Asie, la Turquie a pour ambition de devenir le principal « pivot énergétique » pour les hydrocarbures.ⁱⁱⁱ Le transit d'énergie est devenu une activité économique importante et en conséquence une grande source de recette pour le budget. Certains chercheurs estiment qu'avec l'ouverture de l'oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC) en Mai 2006, la Turquie est devenue un véritable « hub » énergétique.^{iv} D'autres considèrent au contraire que la Turquie n'est qu'un carrefour ou une zone de transit énergétique, au même titre que la Grèce ou la Bulgarie, mais non pas un « hub », c'est à dire un marché énergétique.^v Il est donc opportun de s'interroger sur la nature de cette spécificité Turque.

Comme le soulignait déjà Mackinder au travers de la notion de « Heartland », les ressources énergétiques de l'Europe centrale et la Russie ont historiquement constitué des instruments géopolitiques.^{vi} Ce document se propose d'analyser dans quelle mesure la politique énergétique serait un facteur de développement géostratégique pour la Turquie. Quelles sont les opportunités et les menaces liées à cette « diplomatie de l'énergie » ? Quels en sont les enjeux stratégiques et sécuritaires ? Quels sont les acteurs étatiques ou privés qui influencent sa politique énergétique ?

Pour répondre à cette problématique, la première partie de ce papier est consacrée à la description du réseau énergétique Turc, ainsi que les implications économiques du secteur énergétique sur l'ensemble de l'économie nationale. La deuxième partie de ce document est une analyse de la géopolitique de l'énergie liée à la Turquie, au travers l'étude de la stratégie politique énergétique, économique et sécuritaire poursuivie par l'actuel gouvernement Turc, ainsi que l'influence Russe et Européenne sur celle-ci. Enfin, la troisième partie est dédiée à l'étude des menaces à la position de pivot énergétique de la Turquie, liées à ses relations avec l'Iran, à la sécurité de l'Irak, ainsi que le non-aboutissement du projet Nabucco. En conclusion, j'évoquerai les limites du rôle de la Turquie en tant que pivot énergétique.

1) les intérêts économiques Turcs liés à l'énergie

1.1 La géographie du pétrole en Turquie

La Turquie est géographiquement située au Sud-est de l'Europe (à l'ouest du Bosphore) et au Sud-ouest de l'Asie, au bord de la Mer du Nord, entre la Bulgarie et la Géorgie. Elle borde également la mer Egée, entre la Grèce et la Syrie. La Turquie possède 7200 kms de côte, 2648 kilomètres de frontières terrestres pour une superficie totale de 783 562 km² (France métropolitaine : 551 500 km²). En juillet 2011, la population était estimée à 78 785 548 habitants.

La Turquie dispose de 6 636 kilomètres d'oléoducs, et de 6 raffineries, avec une capacité total de 714 275 barils par jour.^{vii} En 2008, la Turquie exportait environ 133 100 barils de pétrole par jour (mbp/jour) et en importait environ 734 600 barils par jour, consommant 579,500 barils par jour (2009 est.).^{viii} La Turquie possède également des réserves de pétrole, avec des réserves estimées à 270 millions de Barils, située dans le bassin de Hakkari, dans le sud-est kurde du pays (considérée par les Kurdes comme faisant partie du Kurdistan). La production Turque de pétrole culmina en 1991 à 85 000 barils par jour, puis diminua à 44 000 en 2006. La production Turque a cependant légèrement augmenté en 2006, atteignant 53 000 barils par jour en 2009. D'autres réserves non exploitées peuvent exister en Mer Egée, mais elles n'ont pas encore été confirmées. En mer Noire, la Compagnie Turque de Pétrole ainsi que Exxon Mobil et Chevron ont créé une coentreprise afin d'accroître leurs recherches ; la Mer Noire pourrait contenir jusqu'à 10 milliards de barils.^{ix} La Turquie est pour le moment le 62ème producteur mondial de pétrole, ce qui n'est pas suffisant étant donné sa consommation intérieure. La Turquie est donc un importateur net de pétrole.

La Turquie permet l'accès aux détroits du Bosphore ainsi qu'à l'est de la Méditerranée via le terminal de Ceyhan. 3.7 % de la demande mondiale journalière en pétrole passe par les détroits Turcs.^x Il y a un nombre croissant de bateaux traversant les détroits du Bosphore ou la mer Caspienne avec du pétrole Russe, pour alimenter les marchés de l'Europe de l'ouest. Les importations de pétrole de la Turquie proviennent d'Arabie Saoudite, de Libye, d'Iraq et de Syrie, mais principalement de la Russie.^{xi} La Turquie est également le plus grand point de vente de pétrole de l'Azerbaïdjan au travers l'oléoduc BTC (Baku Tbilissi Ceyhan). Cet Oléoduc est la route majeur qui exporte le pétrole de la mer Caspienne sans passer par la Russie. Il peut transporter 1 million de baril par jour et relie l'Azerbaïdjan via la Géorgie et le port Turque de Ceyhan (Cf Annexe 1).^{xii} Le BTC est distant 1 776 km dont 1076 km en Turquie. Son coût est évalué à « 3,6 milliards de dollars, financé par la Société financière internationale de la Banque mondiale et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD). La Société internationale BP, avec 30,1 % est l'opérateur d'un consortium qui groupe la société nationale d'Azerbaïdjan SOCAR et la société Turque TPAO, les sociétés américaines UNOCAL, Conoco Philips, Amerada Hess, la Française Total, la Norvégienne Statoil-Hydro, l'Italienne AGIP, etc.»

Cet oléoduc génère des revenus à la Turquie grâce au transit d'énergie. L'oléoduc BTC permet à la Turquie d'obtenir 300 millions de dollars par an de droits de transit.^{xiii} La Turquie cherche à faire de Ceyhan un véritable hub énergétique, des investisseurs privés ayant reçu l'autorisation de construire des raffineries au terminal pétrolier, afin d'ajouter des revenus supplémentaires aux droits de transit. 3 nouvelles raffineries sont en projet.^{xiv} De plus, la sécurité des infrastructures énergétiques de la Turquie est essentiellement assurée par l'Armée Turque. Alors que la Géorgie fait payer 5 millions de dollars par an pour la protection et la sécurité de son territoire, l'Etat Turc ne perçoit pas de rentrées d'argent pour la sécurité des infrastructures, mais sa politique pourrait changer.^{xv}

La Turquie est également le point d'entrée de l'Iraq sur les marchés Méditerranéen. En octobre 2009 a débuté la construction de l'oléoduc Samsun-Ceyhan, suivant un accord entre la société turque Calik Holding, les sociétés russes Transneft et Rosneft, et l'Italienne ENI, qui prendra une participation de 50%.^{xvi} L'oléoduc Samsun Ceyhan permettra de relier la Mer Noire à la Mer Méditerranée sans passer par le passage de réduction des capacités dû aux détroits du Bosphore et des Dardanelles. Néanmoins, le projets d'oléoduc Samsun-Ceyhan n'en est qu'à ces débuts.

1.2 Le Réseau gazier Turc

La Turquie produit assez peu de gaz. Il y a 14 exploitations de gaz, exploitées par 3 compagnies, BP, Shell, et La Compagnie Nationale Turc TPAO (Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı), le plus grand bassin étant celui de Thrace-Gallipoli, une exploitation offshore dans la Mer de Marmara. Au total, la production est de 25 milliards de mètre cubes en 2009. La consommation de gaz en Turquie s'est élevée à 1300 milliards de mètres cubes en 2009. La Turquie avait alors importé 35.77 milliards de mètres cubes, pouvant en exporter 700 millions. Le gaz naturel est utilisé principalement pour la production de chaleur et d'énergie, et l'accroissement de la consommation d'énergie risque de faire encore augmenter la demande.

Le réseau gazier Turc représente 10 706 km.^{xvii} De 60 à 65% du gaz importé par la Turquie provient de la Russie. La Turquie représente le second plus grand client de Gazprom après l'UE. Le gazoduc « Blue Stream » relie directement la Russie à la Turquie, pouvant délivrer entre 10 et 16 milliards de mètres cube par an, sachant que la Turquie cherche à doubler ses capacités pour accroître les ventes à l'Europe. La Turquie est également le seul marché pour les exportations de gaz Iranien, principalement au travers de l'oléoduc Tebriz-Erzurum, et de gaz au travers le gazoduc BTE (Baku Tbilissi Erzurum). Il existe également un gazoduc Gréco-turc, en fonction depuis 2007. Une extension du gazoduc Gréco-turc est à l'ordre du jour, appelé Gazoduc Inter connecteur-Turquie-Grèce-Italie (ITGI), emmenant le gaz d'Azerbaïdjan jusqu'au sud de l'Italie, en connexion avec le réseau Européen. Le projet est géré par l'Italien EDISON, ainsi que l'entreprise publique grecque DEPA et l'entreprise

nationale Turc BOTAS. La construction devrait commencer en 2015. Enfin, la Russie planifie d'envoyer du gaz à travers la Turquie grâce au projet Blue Stream-II (cf 2.2, p.7).^{xviii}

La Turquie importe également du gaz naturel liquéfié par bateau en provenance principalement de l'Algérie et du Nigéria et dans une moindre mesure de l'Égypte.^{xix} Une extension de l'oléoduc « Arab Gas » reliera le Nord de la Syrie au Sud de la Turquie. Est également prévu un oléoduc appelé Kirkuk-Yumurtalik, reliant en particulier les champs gaziers de Chamchamal et Khor Mor dans le Nord de l'Iraq, et le Sud de la Turquie. En effet, en Juin 2007, la Turquie et l'Iran, au travers la Turkish Petroleum Corporation, ont signé un protocole d'accord pour l'exploitation de trois zones de gaz naturel dans la région de Pars, et projettent de construire un nouveau gazoduc de 2000 kilomètres afin de transporter le gaz Iranien jusqu'à l'Europe. La construction est prévue pour 2014.^{xx} Ce projet n'en est toutefois qu'à ces prémices.^{xxi} Quant au projet Nabucco, reliant la Turquie à l'Autriche, la Bulgarie, la Roumanie, et la Hongrie, il sera évoqué plus longuement dans la troisième Partie de ce document consacrée aux risques de la géostratégie Turquie.

1.3 Les besoins électriques de la Turquie

La demande d'électricité Turque est en permanente augmentation. En 2008, le ratio électricité produite contre électricité consommée équivalait à 198.4 / 198.1 milliards de kilowatts/heure, la Turquie étant le 19^{ème} plus grand consommateur d'électricité. Les importations d'électricité représentèrent 790 millions de kilowatts/ heure en 2008.^{xxii} Les sources thermales conventionnelles représentent 81% de l'approvisionnement en électricité, le reste étant produit par hydroélectricité. La Turquie ne produit pas d'énergie nucléaire, mais le gouvernement cherche à diversifier ses approvisionnements énergétiques. En Juin 2007, Ankara et Téhéran ont signé un accord commercial pour la construction de 2 centrales thermiques de 2000-mégawatts en Iran et une en Turquie. Ankara importera alors de 3 à 6 milliards d'heures kilowatt d'énergie électrique annuellement.^{xxiii} En 2009, les accords entre le Président Russe Medvedev et le Premier Ministre Turc Erdogan prévoyaient la construction d'une centrale nucléaire 4.8 gigawatt à Akkuyu, par la compagnie étatique Russe AtomStroyExport.^{xxiv}

En mars 2001, le gouvernement Turque a émis une nouvelle loi sur le marché électrique, permettant la libéralisation du marché, qui devrait être complète en 2014. La société nationale TEAS fut divisée en différents secteurs d'activités (transmission, distribution, compagnies de courtage) afin d'être vendue à des acheteurs privés. Ainsi, l'Etat Turc pu lever \$5 Milliards \$5 billion et accroître les investissements privés dans le secteur afin d'augmenter les capacités de production et faire face à la demande croissante d'électricité.

La Turquie a investi dans les énergies renouvelables, qui représentaient en 2009, un investissement de \$1.6 milliards, la Turquie obtenant ainsi la 12^{ème} place au sein du G-20. 20% de sa production d'électricité en 2010 proviendrait de sources d'énergie renouvelable (contre 17% en moyenne pour l'Europe, selon Eurostat).

2) la géopolitique de l'énergie

2.1 La politique énergétique Turquie

Après une sévère crise financière en 2001, Ankara a adopté des réformes fiscales et financières dans le cadre d'un programme avec le FMI. Les réformes permirent de renforcer les fondamentaux économiques et de soutenir une croissance de plus de 6% annuellement jusqu'en 2008. Le PIB Turque n'a pas cessé de croître entre 2001 et 2008, passant de 8 000 € par habitant contre 11 400€ en 2008. Après un ralentissement économique en 2008 (+0.4% d'augmentation du PIB) et 2009 (-4.9%), du à des conditions macroéconomiques difficiles et une politique fiscale plus rigide, la croissance est au rendez vous en 2010 avec 7.3% d'augmentation du PIB, atteignant \$958.3 milliards (contre \$893.1 milliards en 2008), notamment grâce à une augmentation des exportations.^{xxv}

Cette croissance du Produit Intérieur brut obligea le gouvernement Erdogan à faire face à une forte croissance de la demande énergétique. Entre 1996 et 2007, la consommation énergétique du pays a cru de 50%, atteignant 579,500 barils par jour en 2009.^{xxvi} Comme la consommation énergétique de la Turquie est encore bien inférieure à celle Européenne, il est à prévoir qu'elle continue à augmenter. En 2009, le gouvernement Turc projetait une croissance annuelle des besoins énergétiques de 6% par an, pour atteindre 222 Milliards de tonnes équivalent pétrole (MTeP) en 2020.^{xxvii} Le gouvernement Erdogan a donc dû développer une politique énergétique en phase avec les nouveaux besoins de la Nation Turque.

Pour Babali Tuncay, la stratégie énergétique turque est basée sur la sécurisation d'un approvisionnement diversifié, sûr est rentable. En 2008, 97% du gaz naturel venait importer. Entre 1997 et 2007, la facture de gaz a augmenté de 13.8% par an, passant de 8.3 MTeP en 1997 à 30.4 MTeP en 2007.^{xxviii} Dans le même temps, la demande de Pétrole a augmenté de 1.6% sur la même période.^{xxix} Face à cet alourdissement de la facture énergétique, le besoin de diversifier les sources d'approvisionnements s'est accru ; Ankara a alors opté pour une « diplomatie de l'énergie ». Cette stratégie implique une forte collaboration entre le Ministère des Affaires Étrangères Turc, confié à Ahmet Davutoglu et le Ministère de l'énergie, confié à Taner Yildiz, puisque la sécurité énergétique du pays est gérée par le Ministère des Affaires Étrangères. La dimension énergétique dans la politique étrangère Turc s'est donc renforcée.

L'objectif Turc est de devenir un hub énergétique, un pays de transit plus efficace et un nœud énergétique entre les pays producteur d'énergie et les pays consommateur d'énergie.^{xxx} Pour être en phase avec l'engagement du pays à suivre les critères économiques UE, la Turquie libéralise son marché énergétique. Aujourd'hui, cette libéralisation sert les intérêts des investisseurs Russes. L'ouverture du marché a engendré la prévalence de Gazprom qui souhaite investir massivement dans l'exportation et la distribution du gaz Russe, la construction d'un terminal, ainsi que l'augmentation de sa participation au sein de l'entreprise d'importation de gaz Bosphorus Gas (passant de 40% à 70%).^{xxxi} La Russie joue maintenant un rôle critique dans la sécurité d'approvisionnement de la Turquie, fournissant 68 pour cent de ses approvisionnements en gaz et 50 pour cent de ses importations de pétrole brut.^{xxxii}

La stratégie de diplomatie énergétique de la Turquie se traduit par un activisme politique de ce pays dans les conflits de la région. Ankara adopte une position de compromis sur la scène politique internationale, cherchant des solutions au travers la médiation et la facilitation, comme par exemple entre Israël et la Syrie, la Bosnie et la Serbie, la Syrie et l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan, ou encore l'Iran et le Conseil de sécurité de l'ONU.^{xxxiii} La Turquie a également réussi à s'imposer comme médiateur entre l'Azerbaïdjan et le Turkmenistan. Par exemple, en novembre 2008, la Turquie, en phase avec le processus de négociation du Groupe de Minsk créé par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), a réussi à convaincre le Président d'Azerbaïdjan Aliyev d'effectuer sa première visite officielle au Turkmenistan.^{xxxiv}

Avec l'Arménie, la Turquie essaya d'améliorer ses relations après la fin de la guerre froide, mais l'invasion de la région de Nagorno-Karabakh par l'Arménie, pour soutenir le mouvement indépendantiste Arménien en Azerbaïdjan, mis fin à cette tentative et envenima les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.^{xxxv} Depuis 1993, afin de démontrer son soutien avec l'Azerbaïdjan, pays avec lequel la Turquie a des affinités culturelles et ethniques, les frontières sont fermées entre la Turquie et l'Arménie. La Turquie cherche aujourd'hui à rouvrir ses frontières avec l'Arménie afin d'encourager une solution au conflit, comme le préconise l'OSCE, et améliorer la stabilité économique et politique de la région. Baku s'oppose à l'ouverture à l'Arménie, souhaitant d'abord obtenir une libération de ses territoires occupés et ayant peur qu'une ouverture des frontières entre la Turquie et l'Arménie finisse par réduire la volonté du Président Arménien de faire des concessions concernant Nagorno-Karabakh. La Turquie a besoin de l'Azerbaïdjan pour son approvisionnement en gaz et cherche à maintenir un tarif préférentiel pour le gaz naturel provenant de Shah Deniz. En outre, avec l'opposition nationaliste au sein du gouvernement et les élections législatives en juin 2011, le gouvernement Erdogan ne prendra pas de risques pour le moment de peur d'être taxé de traître envers l'ami loyal Azeri.^{xxxvi} En outre, la décision du 4 Mars 2010 du Comité des Relations Etrangères USA de reconnaître le Génocide Arménien n'a pas favorisé les pourparlers Turco-arméniens. En Juin 2010, la Turquie et l'Azerbaïdjan conclurent un accord sur le transit du gaz et un tarif préférentiel pour la Turquie.^{xxxvii}

2.2 L'influence Russe sur le marché énergétique Turc

Ankara met en place une stratégie visant à ce qu'aucun pays ne fournisse plus de 50% de la consommation de gaz Turc, visant principalement les importations en provenance de la Russie.^{xxxviii} La dépendance énergétique de la Turquie pour ses importations d'hydrocarbures est un danger pour sa sécurité énergétique. La Russie représente 34% de ses importations de charbon, 33% de ses importations de pétrole et 62% de ses importations de gaz naturel.^{xxxix}

La dépendance énergétique de la Turquie envers la Russie, notamment pour le gaz, comporte des risques. Elle porte Ankara à accommoder la politique Russe sur certains dossiers, comme se fut le cas durant l'invasion de la Géorgie en aout 2008.^{xl} Comme l'expliquait Ahmet Davutoglu en septembre 2008, « il n'est pas possible pour la Turquie d'adopter une position

isolationniste comme certains pays Européens, à cause de ses conditions géographiques; la Turquie ne veut pas payer la facture des erreurs stratégiques de la Russie, ou de la Géorgie. »^{xli} Néanmoins, le futur des relations énergétiques Turco-Russe dépend largement de la vision Russe de la sécurité énergétique de l'Europe et du reste du monde.^{xlii}

La Stratégie Turque est dépendante des relations USA-Russie dans la région de la Mer Noire. La Turquie pourra atteindre ses objectifs et être reconnu comme une plateforme énergétique seulement dans la mesure où son succès ne nuira pas aux intérêts Américains et Russes. En outre, l'actuel rapprochement entre la Russie et l'Ukraine peut rendre caduc certains projets d'oléoducs entre la Russie et la Turquie. Un rapprochement entre l'Union Européenne et la Russie serait également contre les intérêts Turque; pour le moment l'UE continue à privilégier une diversification de ses sources d'approvisionnement énergétique. Néanmoins, les échanges commerciaux entre l'UE et la Russie sont 3 fois plus élevé que ceux entre la Turquie et l'UE. De plus, le secteur énergétique Russe a besoin de nouveaux capitaux, des besoins estimés entre 560 et 650 milliards d'ici 2020.^{xliii}

Cependant, Ankara prends soin de coopérer avec la Russie. Ainsi, en 2009 le gouvernement Erdogan a permis l'accès de Gazprom à sa zone exclusive en Mer Noire afin de commencer la construction du Gazoduc South Stream, qui contourne la Turquie et dessert les mêmes pays que le projet Nabucco (cf Annexe 3). En Mai 2010, le Président Medvedev s'est rendu en Turquie pour négocier des accords commerciaux, qualifiant les relations Turco-Russes de « partenariat stratégique ».^{xliv} Moscou a accepté de soutenir la construction du gazoduc Samsun Ceyhan à hauteur de \$3 Milliards.^{xlv} Les relations politiques et économiques entre la Turquie et la Russie sont donc au beau fixe.

La politique énergétique de la Turquie focalise son attention principalement sur les pays ayant de grandes ressources en hydrocarbures, en particulier le Turkmenistan, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Ces pays faisaient partie de l'ancienne Union Soviétique est sont encore sous l'influence Russe. L'influence Russe en Asie centrale reste importante économiquement et politiquement, en particulier dans le secteur énergétique. La plupart des oléoducs d'exportation de l'or noire d'Asie centrale passent par la Russie, ce qui crée une dépendance vis-à-vis de la Russie. En outre, le russe est encore communément parlé en Asie Centrale et les élites de ces pays sont encore très influencées par la Russie.^{xlvi}

2.3 La sécurité énergétique Européenne

L'Europe dépend de sources externes pour 90% de ses besoins en pétrole, 80% de ses besoins en gaz et 50% de ses besoins en charbon. Même si l'Europe ne sera jamais complètement indépendante en matière d'énergie, cette dépendance représente certains enjeux. Le gaz peut être utilisé comme un instrument géopolitique et le fait de dépendre d'un seul fournisseur est une stratégie risquée, comme l'a démontré la crise du gaz Ukraine-Russie en 2009. 42% du gaz naturel européen provient de la Russie. En 2009, La Russie cessa l'approvisionnement en

gaz de l'Ukraine à cause d'un désaccord sur le prix du gaz. Cela réduisit l'approvisionnement en gaz de nombreux pays européens, comme la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie; ces pays pressèrent l'Ukraine de trouver une issue rapide au conflit. La crise, si courte fut-elle, a démontré que la Russie n'a pas peur d'utiliser ses exportations de gaz pour atteindre ses objectifs économiques et politiques. De plus, le gazoduc North Stream, qui relie la Russie à l'Allemagne, a créé des tensions avec les pays de l'Europe de l'est, qui craignent un nouveau conflit énergétique, la pression étant exercée aussi bien par l'Europe que par la Russie.

La potentialité de cette éventualité peut être diminuée grâce à une coopération avec la Turquie. Sa proximité avec des pays riches en gaz naturel, tel que l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Iran, le Turkménistan et même l'Égypte, font de la Turquie un client idéal pour la sécurité énergétique de l'Europe. Au niveau géoéconomique, l'UE a tout intérêt à diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique et donc à réduire sa dépendance à l'égard de la diplomatie énergétique russe. Elle rejoint en cela un intérêt turc qui voudrait empêcher la Russie de devenir le principal débouché des futures richesses en hydrocarbures d'Asie centrale vers l'Europe. Un rôle qu'Ankara estime lui revenir de droit étant donné le fait que cette région est constituée de républiques « sœurs » turcophones. C'est d'ailleurs cet objectif (et celui d'avoir une certaine stabilité dans la région) qui explique sa volonté de normaliser ses relations avec l'Arménie, dont la frontière est proche du tracé du pipeline Bakou-Tbillissi-Ceyhan et du futur gazoduc Nabucco. Une fois devenue effective, cette normalisation devrait contribuer à garantir la sécurité des approvisionnements énergétiques de l'Union européenne. La *pax ottomana* pourrait être par conséquent une diplomatie au service de nombreux intérêts stratégiques européens et est susceptible de plaider en faveur de la candidature de la Turquie à l'UE.^{xlvii}

Un véritable hub devrait être idéalement une plateforme boursière, un marché libéralisé. Pour être en phase avec les exigences de l'Union Européenne et accroître ses possibilités de devenir une plateforme de l'énergie, une loi d'avril 2001 (loi 4646) a permis de libéraliser le marché gazier Turc.^{xlviii} Cette loi a ouvert le marché gazier aux entités privées et a permis l'abolition du monopole de la société d'état BOTAS. Cependant, de 80 à 90% du marché est encore contrôlé par Botas. L'objectif de créer un marché ouvert, compétitif et transparent n'a pas encore été atteint. L'Azerbaïdjan cherche à promouvoir la libéralisation du marché Turc afin de garantir son accès à des clients potentiels en Turquie. La compagnie Russe Gazprom espère également une libéralisation encore plus importante du marché.^{xlix}

La croissance de l'influence Russe et Iranienne dans la région grâce à leurs politiques énergétiques préoccupent l'Europe et les États Unis qui appréhendent une modification de l'équilibre des pouvoirs. Une plus grande coordination énergétique entre les 2 pays pourrait affecter la géopolitique de l'énergie dans la région, peut être au détriment de l'Union Européenne.¹ En augmentant l'entente politique entre la Turquie et l'UE, la *Pax Ottomana*, peut participer à contrebalancer les ambitions de l'Iran. Cette démarche voulant « pacifier » la région, à l'aide notamment du levier économique et de la résolution de conflits, rejoint donc un intérêt européen. De la même façon, en favorisant la stabilité de l'Afghanistan, la Turquie contribue à l'affaiblissement des talibans et d'Al Quaida et crée les conditions du retrait des

troupes (notamment européennes) de l'OTAN de ce pays. Combinée avec d'autres leviers, cette nouvelle situation au Moyen Orient contribue aussi à l'endiguement des poussées de Téhéran vers le Caucase, l'Asie centrale et les pays arabes riverains du Golfe. Elle l'empêche par exemple de faire main-basse sur leurs ressources énergétiques.

L'Union Européenne a donné la priorité au projet du réseau Transeuropéen. Bien que l'UE ait réalisé d'important progrès, l'intégration des marchés énergétiques des pays de l'Europe de l'Est et du Sud de l'Europe n'est pas encore achevée. Afin de réaliser cette intégration, en 2006 l'UE a créé le traité de la communauté énergétique.^{li} L'objectif est d'établir un réseau d'interconnexion de gazoducs au sein de l'Europe, afin de renforcer la sécurité d'approvisionnement, d'améliorer l'efficacité énergétique et la situation environnementale liée à l'énergie de réseau. Dans un deuxième temps, l'objectif est de lier ce réseau au Moyen Orient et la région de la mer Caspienne. Etant situé au milieu de cette jonction, la Turquie est en mesure d'apporter son soutien à ce projet européen afin de créer un marché de l'énergie paneuropéen.^{lii} La Turquie souhaite rejoindre le Traité de la Communauté Énergétique, ce qui permettrait d'étendre l'acquis communautaire en matière d'énergie à la Turquie et favoriserait une plus grande libéralisation de ses marchés de l'énergie. La Turquie doit cependant faire face au veto Chypriote qui lui empêche de valider sa préinscription. ^{liii}

3 : Les risques qui menacent la position géostratégique Turquie.

3.1 Le gazoduc Nabucco : un projet laborieux

Si le projet Nabucco venait à être réalisé, il serait la plus grande source d'approvisionnement pour l'Europe, en dehors des flux provenant de la Russie. Il est supporté par la Commission Européenne, afin de limiter la dépendance énergétique de l'Europe vis à vis de la Russie.^{liv} En effet, il reliera la Turquie à l'Autriche, la Bulgarie, la Roumanie, et la Hongrie (cf Annexe 2). Ses investisseurs sont les sociétés suivantes : OMV d'Autriche, MOL de Hongrie, Bulgargaz, Transgaz SA et Botas de Turquie.^{lv} Pour le Financial Times, le pipeline pourra transporter 31 milliards de mètres cubes par an, 2 fois la quantité que peut offrir l'Azerbaïdjan lorsque la construction de l'exploitation gazière de Shad Deniz sera achevée en 2017.^{lvi} Cette exploitation est aujourd'hui gérée par un consortium incluant BP, Statoil (compagnie Norvégienne) ainsi que SOCAR, la compagnie nationale d'Azerbaïdjan.

Le 6 Mai 2011, Reinhard Mitschek, Directeur du consortium du gazoduc Nabucco, a annoncé que la construction était repoussée à 2013 suite aux déclarations des potentiels fournisseurs de gaz.^{lvii} La question de l'approvisionnement en gaz est essentiel à la survie du projet. A part l'exploitation en Azerbaïdjan, Il n'y a pas d'autres sources de gaz naturel sur le tracé proposé pour le gazoduc Nabucco. Après 18 mois de négociation, un accord a été négocié entre l'Azerbaïdjan et la Turquie pour que toute l'extraction du gaz des gisements Shah Deniz 2 soit allouée au projet Nabucco. Cependant, en octobre 2009 l'Azerbaïdjan avait déjà conclu un

accord avec la Russie afin de lui fournir une quantité croissante de gaz à partir de janvier 2010 et pour 5 ans.^{lviii} En démontrant sa capacité à trouver de nouvelles débouchés pour son gaz, l'Azerbaïdjan a également pu rehausser ses prix, qui seraient passé de US\$100 à US\$220 pour mille mètres cube.^{lix}

Mais le consortium du projet Nabucco espère sécuriser l'offre avec le Turkmenistan et le Nord de l'Irak. Shah Deniz II, le gisement exploitable en Azerbaïdjan, ne sera exploitable qu'en 2017. De plus, l'Azerbaïdjan ne peut fournir la totalité des capacités dont le Nabucco a besoin pour être rentable (8 Mmc sur les 31 Mmc requis). L'Irak offre la possibilité de fournir 15 Mmc, soit la moitié des capacités requises. Néanmoins, les tensions entre le gouvernement régional du Kurdistan et Bagdad font douter de la viabilité de cette possibilité. Le Turkmenistan est également un fournisseur potentiel; cependant ce pays a déjà d'importants contrats d'approvisionnement avec la Chine et la Russie qu'il doit honorer. Enfin, l'Iran représente également une possibilité d'approvisionnement, puisque ce pays dispose de grandes réserves de gaz. Mais la consommation Iranienne augmente et il n'est pas sur que l'Iran soit dans les années à venir dans la capacité d'exporter ses réserves de gaz, à moins qu'elle arrive à développer l'exploitation des gisements de South Pars et North Dome (cf partie 3.2). De plus, les investisseurs sont rares étant donné le différend portant sur le dossier du nucléaire Iranien.

Le financement du projet Nabucco pose également problème. En mars 2010, la Commission Européenne a alloué €200 Millions pour en financer la construction, sur un coût de 8 Milliards.^{lx} En outre, le projet South Stream s'impose comme un concurrent redoutable à Nabucco. Seul le coût bien supérieur du gazoduc South Stream par rapport au Nabucco permet à ce dernier de rester un projet plausible. Il est cependant certain qu'il n'y a pas de place pour 2 gazoducs desservant le même marché alors que la consommation de gaz Européenne ne risque pas d'augmenter exponentiellement dans un avenir proche.^{lxi}

3.2 Le marché du gaz iranien

Selon BP, L'Iran possède la troisième plus grande réserve au monde de gaz. L'Iran exporte depuis 2001 à la Turquie, ayant offert à la compagnie TPAO (Turkiye Petrolleri Anonim Ortakligi) le droit de développer une concession sur le domaine South Pars, une des plus grande du monde, afin que la Turquie s'oppose aux sanctions économiques américaines.^{lxii} Cette situation va à l'encontre de la position Américaine qui cherche à isoler la République Islamique afin de stopper son programme d'enrichissement de l'uranium. Le gouvernement Erdogan n'entend pas pour autant diminuer ses importations de l'Iran, car une diversification de ses apports d'énergie est vitale pour son économie.^{lxiii}

L'inclusion de la sécurité énergétique parmi ses intérêts nationaux explique le maintien de bonnes relations entre la Turquie et l'Iran, ce dernier lui fournissant 10 milliards de m³ de gaz naturel par an, soit 30% de ses besoins. Cette dépendance vis-à-vis de son deuxième fournisseur (après la Russie) augmentera si Ankara veut soutenir sa croissance économique et devenir d'ici à 2025 la quatorzième économie mondiale. Cependant, l'Iran ne réussit à

honorer que la moitié des 9.6 milliards de mètres cubes (Mmc) par an négociés avec la Turquie (6.16 Mmc en 2007 et 5.8 Mmc en 2008), du fait de sa demande nationale croissante.^{lxiv}

Pour contourner les sanctions économiques internationales, l'Iran a invité la Turquie à s'associer à l'exploration de l'un de ses plus importants champs gaziers : South Pars. La Turquie a déjà prévu d'y investir plus de 5 milliards de dollars ; un investissement de 2 milliards dans une nouvelle raffinerie située au nord iranien est aussi prévu. Entre 2000 et 2008, leurs échanges commerciaux sont passés de 1 à 10 milliards de dollars et ils devraient tripler à l'horizon 2015.^{lxv} Les deux pays ont signé en 2010 un accord de libre échange qui vise pour le moment à la mise en place d'une zone franche incluant 5 provinces frontalières : 4 turques (Igdir, Hakkari, Agri et Van) et une iranienne (Azerbaïdjan-e-Gharbi).

Dans ce contexte, la Turquie s'oppose à toute guerre et au renforcement des sanctions économiques internationales contre l'Iran, craignant que ces sanctions freinent son essor. Afin de s'en prémunir, elle a proposé avec le Brésil sa médiation dans le dossier nucléaire entre le groupe 5+1 (les membres du Conseil de sécurité en plus de l'Allemagne) et les autorités iraniennes. Ayant rejeté l'accord tripartite sur le transfert de l'uranium iranien vers la Turquie, le Conseil de sécurité a adopté en Juin 2010 une quatrième série de sanctions économiques contre Téhéran, malgré l'opposition de ses deux membres non permanents : la Turquie et le Brésil. Mais si le régime d'Ankara défend le « droit inaliénable » de son voisin à l'accès et à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, il s'est opposé à son accès à l'arme atomique. Ceci s'explique par les craintes de la Turquie pour sa propre sécurité et pour l'avenir de sa *pax ottomana* avec un Iran nucléaire. Ce sont aussi ces craintes qui ont motivé sa croisade avec l'Egypte, lors de la conférence de suivi du traité de non-prolifération nucléaire en Mai 2010 afin de faire du Moyen Orient une zone dénucléarisée. Israël, seule puissance nucléaire de la région, s'est senti également visé par l'accord adopté à cette occasion.

3.3 Les hydrocarbures Irakien

Des entreprises privées turques, tel que Genel Enerji, ont déjà réalisé de grands investissements dans le Nord de l'Irak, en particulier dans la région de KRG et les gisements de Tak Tak, Khor Mor et Chemchemal. Il serait extrêmement lucratif pour la Turquie de pouvoir exploiter ses gisements et œuvrer pour un gazoduc, en plus de l'oléoduc existant de Kirkuk à Yumurtalik. Cet oléoduc, qui connecte le port de Ceyhan en Turquie avec la ville Iraquienne de Kirkuk, permet le transport de 70 millions de tonnes de pétrole par an.^{lxvi}

Depuis la première guerre du Golfe, l'Iraq a été le pays qui a le plus menacé la sécurité nationale Turque. La préservation de l'intégrité territoriale et la souveraineté de ce pays ainsi que sa sécurité et sa stabilité sont des objectifs majeurs de la politique étrangère Turque. De plus, les oléoducs en Iraq sont souvent attaqués et de nouveaux investissements dans ce pays dépendent de l'évolution politique en Iraq.

Pourtant, ces 2 dernières années, il y a eu un changement radical dans la politique étrangère Turc, passant de la confrontation à la coopération entre la Turquie et le Gouvernement Régional du Kurdistan.^{lxvii} De plus, 48 contrats ont été signés entre Ankara et Bagdad lors de la visite de Erdogan en 2009, concernant l'eau, la sécurité et l'énergie. Ankara cherche à accroître la coopération économique entre les 2 pays afin de marginaliser et isoler le PKK (le parti Kurde) au nord de l'Irak. Le Ministre des Affaires Etrangères Davutoglu est préoccupé par la situation sécuritaire en Iraq et les conflits entre le gouvernement régional du Kurdistan et le gouvernement central à Bagdad, qui ont surgi pour la distribution des revenus du Pétrole.^{lxviii} La vitalité de la Turquie en tant que carrefour énergétique passe par la sécurité intérieure de l'Iraq.^{lxix}

Conclusions

La stratégie énergétique poursuivie par la Turquie ainsi que la flexibilité qu'offre les autoroutes de l'énergie qui traverse ce territoire, font de ce pays un partenaire idéal pour des pays exportateurs comme la Russie, les pays d'Asie Centrale et du Moyen Orient, ainsi que pour les pays importateurs essentiellement en Europe. Avec 10 706 km de gazoduc et 6 636 km d'oléoduc et ses détroits du Bosphore, la Turquie peut se vanter d'être un grand pays de transit énergétique, un territoire de jonction entre l'Europe et l'Asie Centrale et le Moyen Orient. De plus, l'importance géopolitique des ressources énergétiques est aujourd'hui croissante, en particulier avec la menace du déclin de la production d'énergie. La Turquie ne doit donc plus être considérée comme un pays en marge de l'Union Européenne, de l'OTAN ou de l'Asie, mais comme un pays central pour la paix et la prospérité de la région.^{lxx}

La Turquie étant le plus grand point de vente de pétrole de l'Azerbaïdjan et le point d'entrée de l'Iraq et l'Iran sur les marchés Méditerranéen, son importance géostratégique lui confère 1 position de pivot énergétique. Cette position lui permet de faire face à sa demande croissante d'énergie et d'accroître son poids géopolitique dans la région, comme en témoignent ses engagements politiques dans les conflits régionaux.

Toutefois, la Turquie ne pourra être considérée comme un pivot énergétique que lorsque ses marchés gaziers et pétroliers seront complètement libéralisés, en phase avec la politique économique Européenne. Cette libéralisation n'est pas sans risque pour la souveraineté Turque, puisque le secteur énergétique revêt une dimension géopolitique importante et permet à la Russie d'accroître son influence économique en Turquie. En effet, la Turquie est dépendante de ses importations de gaz et pétrole provenant principalement de la Russie, et sa consommation intérieure est en hausse. Cette dépendance engendre une prépondérance de la Russie dans la sécurité énergétique Turque et une forte influence sur sa diplomatie énergétique.

En outre, La Turquie doit faire face à un risque d'instabilité politique au sein des pays producteurs de pétrole et de gaz, ainsi que le non-aboutissement du projet Nabucco. Ce

dernier semble pour le moment compromis puisque l'Azerbaïdjan a accepté d'exporter son gaz aussi bien à la Russie qu'à la Turquie, alors que l'Autriche et d'autres pays Européens sont prêts à investir aussi bien dans le projet Nabucco que dans le projet South Stream. L'actuel baisse du prix du gaz due au ralentissement de l'économie ne favorise pas non plus sa réalisation.^{lxxi}

En conclusion, la Turquie a réussi à s'imposer comme un acteur majeur dans la région. Sa *pax ottomana* témoigne de cette nouvelle force, même si c'est une position difficile puisque la Turquie doit faire face à de puissants acteurs régionaux. La notion de « Heartland » n'a jamais été autant d'actualité qu'aujourd'hui.

Annexe I



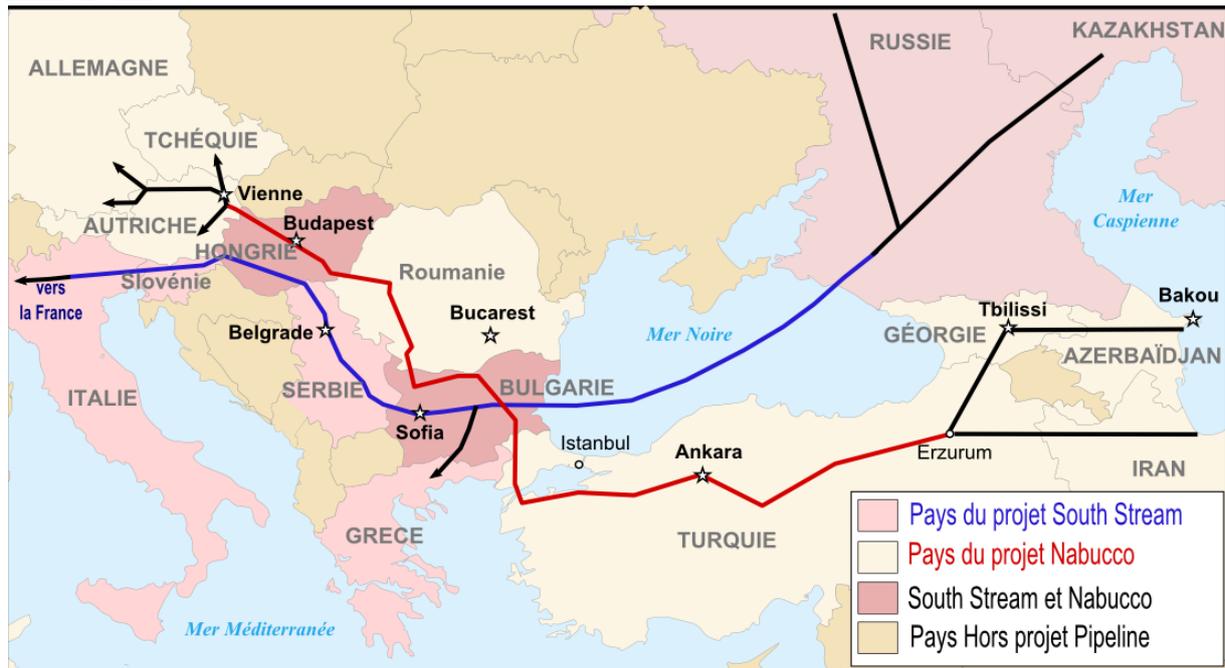
BTC Project. Source : hydrocarbons-technology.com

Annexe II



Nabucco Project. Source: European Dialogue

Annexe III



South Stream project. Source: [Babelblogs](#)

ⁱ **Le monde et l'énergie: enjeux géopolitiques. Les cartes en mains, Volume 2**

Par Samuele Furfari, Editions Technip, Paris, 2007, p.122.

ⁱⁱ Web export Lorraine, Georgie : une destination business qui monte,

<http://www.webexportlorraine.fr/sice/images/GEORGIE%20projet%20argumentaire.pdf>

ⁱⁱⁱ **Moyen Orient n°9**, Janvier-Mars 2011, Centre d'Analyse et de Prévention des Risques Internationaux (CAPRI) : Paris, p.16.

^{iv} **Ogutcu Mehmet**, July- September 2010, *Turkey and the changing dynamics of world energy: towards cleaner and smarter energy*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, numéro: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882923/, p.26/32.

^v **Roberts John**, July- September 2010, Turkey as a regional energy hub, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882920/.

^{vi} **Coskun Bezen Balamir**, July- September 2010, *New energy geopolitics: why does Turkey matter?*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882929/

^{vii} **Central intelligence Agency**, 25/04/2011, *World Factbook: Turkey*, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html> [Accessed 08/05/2011].

^{viii} **Central Intelligence Agency**, World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html> [Accessed 02/04/2011].

^{ix} **US Energy Information Administration**, February 2011, *Turkey*, <http://www.eia.doe.gov/countries/cab.cfm?fips=TU> [Accessed 11/05/2011].

^x **Yildiz Taner**, July- September 2010, *Turkey's energy policy, regional role and future energy vision*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3,

^{xi} *ibid*

^{xii} **Ogutcu Mehmet**, July- September 2010, *Turkey and the changing dynamics of world energy: towards cleaner and smarter energy*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882923/

^{xiii} **Pertuzio André, Duval Claude**, 02/02/2011, *La Turquie, Château d'eau et couloir pétrolier*, Géostratégique n°30, http://www.strategicsinternational.com/30_04.pdf [Accessed 06/05/2011], p.89.

^{xiv} **US Energy Information Administration**, February 2011, *Turkey*, <http://www.eia.doe.gov/countries/cab.cfm?fips=TU> [Accessed 11/05/2011].

^{xv} **Karbuz Sohbet, Sanli Baris**, July- September 2010, *formulating a new energy strategy for Turkey*, Insight Turkey, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882924/.

- ^{xvi} **Pertuzio André, Duval Claude**, 02/02/2011, *La Turquie, Château d'eau et couloir pétrolier*, Géostratégique n°30, http://www.strategicsinternational.com/30_04.pdf [Accessed 06/05/2011], p.90.
- ^{xvii} **Central Intelligence Agency**, World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html> [Accessed 02/04/2011].
- ^{xviii} **Ogutcu Mehmet**, July- September 2010, *Turkey and the changing dynamics of world energy: towards cleaner and smarter energy*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882923/
- ^{xix} **BP**, Juin 2009, BP Statistical Review of World Energy, Londres: BP, 2009, p. 30.
- ^{xx} **Roberts John**, July- September 2010, Turkey as a regional energy hub, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882920/
- ^{xxi} **Triantaphyllou Dimitrio, Fotiou Eleni**, July- September 2010, *The EU and Turkey in energy diplomacy*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882922/
- ^{xxii} **Central intelligence Agency**, 25/04/2011, *World Factbook: Turkey*, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html> [Accessed 08/05/2011].
- ^{xxiii} **Ogutcu Mehmet**, July- September 2010, *Turkey and the changing dynamics of world energy: towards cleaner and smarter energy*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882923/
- ^{xxiv} **Larrabee Stephen**, winter 2011, *Turkey's Eurasian Agenda*, The Washington Quarterly, 34:1 pp. 103_120, Center for Strategic and International Studies.,, p.111-112.
- ^{xxv} **Central Intelligence Agency**, World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/tu.html> [Accessed 02/04/2011].
- ^{xxvi} **Yildiz Taner**, July- September 2010, *Turkey's energy policy, regional role and future energy vision*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3.
- ^{xxvii} **Ministères Affaires Etrangères de la République de Turquie**, Janvier 2009, *Turkey's energy strategy*, <http://www.mfa.gov.tr/data/DISPOLITIKA/EnerjiPolitikasi/Turkey%27s%20Energy%20Strategy%20%28Ocak%202009%29.pdf> [Accessed 06/05/011], p.9.
- ^{xxviii} **Coskun Bezen Balamir**, July- September 2010, *New energy geopolitics: why does Turkey matter?*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882929/
- ^{xxix} **Sous secretariat du ministère du commerce extérieur Turc**, Foreign Trade Outlook 2007, <http://www.dtm.gov.tr/dtmweb/index.cfm?action=detayrk&yayinID=1995&icerikID=2152&dil=EN> [Accessed 06/05/2011], p.
- ^{xxx} **Babali Tuncay**, July- September 2010, *Regional energy equations and Turkish foreign policy: the Middle East and the CIS*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882927/?tag=content;col1
- ^{xxxi} **Triantaphyllou Dimitrio, Fotiou Eleni**, July- September 2010, *The EU and Turkey in energy diplomacy*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882922/
- ^{xxxii} **Ogutcu Mehmet**, July- September 2010, *Turkey and the changing dynamics of world energy: towards cleaner and smarter energy*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882923/
- ^{xxxiii} **Babali Tuncay**, July- September 2010, *Regional energy equations and Turkish foreign policy: the Middle East and the CIS*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882927/?tag=content;col1
- ^{xxxiv} **La documentation Française**, *La Russie et la CEI*, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/monde/chronologies/russie-cei-2008.shtml> [Accessed 10/05/2011].
- ^{xxxv} **Human Rights Watch**, 1995, *Playing the "communal card": Communal Violence and Human Rights*, <http://www.hrw.org/legacy/reports/1995/communal/> [Accessed 07/05/2011].
- ^{xxxvi} **Freizer Sabine**, 21/04/2010, *Turkey and Armenia must move ahead*, International Crisis Group., <http://www.crisisgroup.org/en/regions/europe/freizer-turkey-and-armenia-must-move-ahead.aspx> [Accessed 28/03/2011].
- ^{xxxvii} **Babali Tuncay**, July- September 2010, *Regional energy equations and Turkish foreign policy: the Middle East and the CIS*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882927/?tag=content;col1

- ^{xxxviii} **Coskun** Bezen Balamir, July- September 2010, *New energy geopolitics: why does Turkey matter?*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882929/
- ^{xxxix} **Ediger** Volkan S., **Bagdadi** Itir, July- September 2010, *Turkey-Russia energy relations: same old story, new actors*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882930/?tag=content;col1 [Accessed 06/05/2011].
- ^{xl} **Larrabee** Stephen, winter 2011, *Turkey's Eurasian Agenda*, The Washington Quarterly, 34:1 pp. 103_120, Center for Strategic and International Studies, p.116.
- ^{xli} **Davutoglu** Ahmet, 19/10/2008, *Turkey's Top Foreign Policy Aide Worries about False Optimism in Iraq*, Council on foreign Relations, <http://www.cfr.org/turkey/turkeys-top-foreign-policy-aide-worries-false-optimism-iraq/p17291> [Accessed 08/05/2011].
- ^{xlii} **Babali** Tuncay, July- September 2010, *Regional energy equations and Turkish foreign policy: the Middle East and the CIS*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882927/?tag=content;col1
- ^{xliii} **Triantaphyllou** Dimitrio, **Fotiou** Eleni, July- September 2010, *The EU and Turkey in energy diplomacy*, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3,
- ^{xliv} **Sebnem** Arsu, 12/05/2010, "Turkey's Pact with Russia Will Give It Nuclear Plant," The New York Times, <http://www.nytimes.com/2010/05/13/world/europe/13turkey.html> [Accessed 06/05/2011].
- ^{xlv} **Larrabee** Stephen, winter 2011, *Turkey's Eurasian Agenda*, The Washington Quarterly, 34:1 pp. 103_120, Center for Strategic and International Studies.,, p.111-112.
- ^{xlvi} **Larrabee** Stephen, winter 2011, *Turkey's Eurasian Agenda*, The Washington Quarterly, 34:1 pp. 103_120, Center for Strategic and International Studies.,p.105.
- ^{xlvii} **Enhaili** Aziz, **Moyen Orient n°9**, Janvier-Mars 2011, Centre d'Analyse et de Prévention des Risques Internationaux (CAPRI) : Paris, p.30-31.
- ^{xlviii} **Fedulova** ivelina, 28/04/2011, *Why Europe Needs Turkey*, The Henry Jackson Society, Acturca, <http://acturca.wordpress.com/2011/04/28/why-europe-needs-turkey/>
- ^{xlix} **Roberts** John, July- September 2010, Turkey as a regional energy hub, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882920/
- ⁱ Ibid.
- ⁱⁱ **Journal officiel de l'Union européenne**, 20/07/2006, Décision du conseil du 29 mai 2006 relative à la conclusion par la Communauté européenne du traité instituant la Communauté de l'énergie (2006/500/CE), <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:198:0015:0017:FR:PDF> [Accessed 11/05/2011].
- ⁱⁱⁱ **Yorkan** Arzu, Turkey and EU Energy Security, Heinrich Böll Stiftung, <http://www.boell-tr.org/web/35-991.html> [Accessed 11/05/2011].
- ⁱⁱⁱⁱ **Roberts** John, July- September 2010, Turkey as a regional energy hub, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882920/
- ^{liv} **Europa**, 14/08/2007, À l'occasion d'une conférence à Budapest, M. Piebalgs, membre de la Commission, rappelle l'engagement de l'Europe en faveur du projet Nabucco, Commission Européenne : Revue de Presse, <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/1338&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en> [Accessed 06/05/2011].
- ^{lv} **Pertuzio** André, **Duval** Claude, 02/02/2011, *La Turquie, Château d'eau et couloir pétrolier*, Géostratégique n°30, http://www.strategicsinternational.com/30_04.pdf [Accessed 06/05/2011], p.91.
- ^{lvi} **Peel** Quentin, **Shotter** James, 07/02/2010, *Nabucco pipeline nations want gas pledges* Financial Times, <http://www.ft.com/cms/s/0/fd97d6ba-32ec-11e0-9a61-00144feabdc0.html#axzz1M83g5CsW> [Accessed 11/05/2011]
- ^{lvii} **Euractiv**, 09/05/2011, *Nabucco pipeline construction pushed back to 2013*, <http://www.euractiv.com/en/energy/nabucco-pipeline-construction-pushed-back-2013-news-504623> [Accessed 09/05/2011].

-
- ^{lviii} **Toutel'Europe.eu**, 04/11/2010, *L'Europe et l'énergie : Nabucco met à l'épreuve l'unité européenne*, <http://www.touteurope.eu/fr/nc/print/actions/energie-environnement/l-europe-et-l-energie/actualite/actualites-vue-detaillee/afficher/fiche/4737/t/44271/from/2367/breve/energie-nabucco-met-a-lepreuve-lunite-europeenne.html?cHash=978680c7f4> [Accessed 07/05/2010].
- ^{lix} **News.az**, 04/05/2010, *Turkish PM expected in Azerbaijan*, news.az, <http://www.news.az/articles/turkey/14792> [Accessed 04/05/2011].
- ^{lx} **Nodé-Langlois** Fabrice, 05/03/2010, *Bruxelles met 200 millions d'euros dans Nabucco*, Le Figaro, <http://www.lefigaro.fr/matieres-premierres/2010/03/05/04012-20100305ARTFIG00347-bruxelles-met-200millions-d-euros-dans-nabucco-.php> [Accessed 07/05/2011]
- ^{lxi} **Larrabee** Stephen, winter 2011, *Turkey's Eurasian Agenda*, The Washington Quarterly, 34:1 pp. 103_120, Center for Strategic and International Studies, p.113-114.
- ^{lxii} **Pronina** Lyubov, **Berat Meric** Ali, 06/08/2009, *Turkey Offers Route for Gazprom's South Stream Gas Pipeline*, Bloomberg, <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=a.TM4QjIMk> [Accessed 04/05/2011].
- ^{lxiii} **Babali** Tuncay, July- September 2010, *Regional energy equations and Turkish foreign policy: the Middle East and the CIS*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882927/?tag=content;col1
- ^{lxiv} **Babali** Tuncay, July- September 2010, *Regional energy equations and Turkish foreign policy: the Middle East and the CIS*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882927/?tag=content;col1
- ^{lxv} « Turkey, Iran seeking to boost trade to \$30 billion », in Tehran Times, 4 Février 2010.
- ^{lxvi} **The Anatolia news agency**, 09/10/2010, *Turkey, Iraq to revise Kirkuk-Yumurtalik oil pipeline deal*, todayszaman, <http://www.todayszaman.com/news-221097-turkey-iraq-to-revise-kirkuk-yumurtalik-oil-pipeline-deal.html> [Accessed 09/05/2011].
- ^{lxvii} **Babali** Tuncay, Mars 2009, *Turkey Courts Iraq's Energy-Rich Kurds*, Jane's Islamic Affairs Analyst, Royaume Uni, <http://articles.janes.com/articles/Janes-Islamic-Affairs-Analyst-2009/Turkey-courts-iraq-s-energy-rich-Kurds.html> [Accessed 06/05/2011].
- ^{lxviii} **Babali** Tuncay, July- September 2010, *Regional energy equations and Turkish foreign policy: the Middle East and the CIS*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882927/?tag=content;col1
- ^{lxix} **Coskun** Bezen Balamir, July- September 2010, *New energy geopolitics: why does Turkey matter?*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882929/
- ^{lxx} **Babali** Tuncay, July- September 2010, *Regional energy equations and Turkish foreign policy: the Middle East and the CIS*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882927/?tag=content;col1
- ^{lxxi} **Coskun** Bezen Balamir, July- September 2010, *New energy geopolitics: why does Turkey matter?*, Insight Turkey, SETA Foundation for Political, Economic and Social Research, Volume: 12, Issue: 3, http://findarticles.com/p/articles/mi_7057/is_3_12/ai_n56882929/